

CULTURA

Réponse à la consultation ARCEP sur la proposition de tarif minimum pour la livraison des livres

Q1 : *Que pensez-vous de fixer à 3€ le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?*

CONTRE : Le tarif de 3 € nous semble cohérent pour un retrait en point relais. Nous proposons un tarif de 3,50€ pour une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.

Q2 : *Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 €.*

CONTRE : Cette mesure nous semble contradictoire avec l'esprit de la loi qui indique que "Le service de livraison ne peut en aucun cas, que ce soit directement ou indirectement, être offert par le détaillant à titre gratuit".

Nous convenons que 0,01 ct n'est pas techniquement une gratuité, mais l'est dans l'esprit du consommateur. Nous rappelons que la loi votée en 2021 vient "réparer" la loi de 2014 qui interdisait les frais de ports gratuits pour les livres neufs. La loi ayant été détournée par un opérateur majeur – et américain – de l'Internet, il nous semble essentiel de respecter l'intention du législateur et de maintenir le même montant de frais de port, quel que soit la valeur du panier d'achat, qu'il comporte un seul livre ou plusieurs. Ce serait non seulement contraire à l'esprit de la loi, mais c'est également contreproductif en termes de développement durable, en incitant de plus en plus de consommateurs à se faire livrer à domicile, [alors que la France compte un réseau dense de librairies](#).

Q3 : *Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraisons serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?*

CONTRE : Pour les raisons évoquées plus haut, nous sommes opposés à tout montant au-delà duquel la gratuité -de fait- des frais de port serait appliquée. Si -par malheur – l'Autorité décidait contre l'avis de tous les libraires d'imposer la gratuité des frais de port au-dessus d'un minimum de commande, celui-ci devrait être fixé à 50 €. Tout montant inférieur ne suffirait pas à couvrir les frais des libraires et ne serait pas à la hauteur de l'attente du législateur.

Q4 : *Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?*

5.3.1 : POUR : Le client d'outre-mer ne doit pas être désavantagé et doit pouvoir bénéficier des mêmes tarifs que la métropole.

5.3.2 : POUR : C'est un point essentiel. Le texte de la loi indique que le montant "ne peut en aucun cas -directement ou indirectement être offert par le détaillant à titre gratuit". Il serait trop facile pour des sites Internet de cumuler l'achat de livres avec tout autre produit pour faire bénéficier leurs clients d'une livraison

gratuite. Le montant des frais de port doit s'appliquer quel que soit le montant et le contenu de la commande.

5.3.3 : POUR et CONTRE : Différents cas peuvent se présenter au moment de la commande :

POUR- dans le cas d'une commande multiple sur une marketplace, si les livres sont commandés à des vendeurs différents qui expédient séparément, des frais de port doivent s'appliquer à chaque colis expédié.

POUR- dans le cas d'une commande incluant des livres disponibles et des livres à paraître, dans la mesure où des dates d'expédition sont définies dès le départ, des frais de port doivent s'appliquer à chaque colis expédié

CONTRE- dans le cas d'une commande de produits apparemment en stock, s'il s'avère que les disponibilités de stock des livres soient être incomplètes ou erronées, entraînant l'obligation technique de faire plusieurs colis pour le client, parfois étalés sur plusieurs jours, Il nous semble difficile et anti commercial d'aller réclamer des frais de port supplémentaires à un client qui n'est pour rien dans le problème.

Il nous paraît donc important de préciser que les frais de port sont appliqués à la commande et non pas à l'expédition.

5.3.4 : POUR : C'est un autre point essentiel : Les offres d'abonnement multi -services étant de plus en plus courantes, il nous semble indispensable qu'elles ne puissent détourner la loi.

5.3.5 : CONTRE : les retraits dans les points relais, sont moins générateurs de CO² et devraient être facturés moins cher aux clients. C'est le cas dans la plupart des conditions d'expédition des sites Internet. Nous proposons de les facturer 3€ pour encourager nos clients qui ne pourraient pas se rendre en librairie à concentrer tous leurs achats sur un même point de livraison. Avoir le même tarif pour une livraison à domicile et en point relais inciterait les consommateurs à se faire livrer à domicile, ce qui est générateur de coût supplémentaires et de production de CO².

Q5 : *Merci de faire toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.*

Depuis la loi de 1981, le livre jouit en France d'un statut particulier. C'est le seul produit qui bénéficie du même prix, quel que soit le point de vente (dans la limite des 5% de remise accordée par la loi), que ce soit chez un libraire indépendant, une grande surface spécialisée ou un hyper-marché. Cette situation a permis le maintien d'un réseau dense de librairies et d'une offre éditoriale très diversifiée, puisque la diversité des points de vente permet à chaque livre de trouver le réseau, le créneau qui lui correspond.

Depuis sa création il y a 41 ans, cette loi a été adoptée dans des termes très similaires dans de nombreux pays européens, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Portugal et même très récemment en Belgique.

Elle a permis aux libraires indépendant de résister aux GSS, et – dans une certaine mesure – aux géants d'Internet. Amazon n'est pas en France en position dominante sur le marché du livre comme il l'est aux Etats-Unis où sa part de marché dépasse les 50%.

La récente pandémie a contraint de nombreux libraires à investir dans l'internet, soutenus par le gouvernement qui a supporté les frais d'envoi pendant deux mois. Pour les GSS, l'accélération des commandes a été très notable. Pour tous, la réponse de leurs client a été très favorable. Pour autant, le coût des frais d'expéditions empêche toute rentabilité de l'exercice. Aux frais de port, il faut évidemment ajouter,

le montant des consommables (emballages), des frais de personnel, des loyers, des investissements en matériel d'automation, etc.

C'est bien l'esprit de la loi de de la Sénatrice Darcos qui est à son initiative ([cf Livre Hebdo](#))

Quels étaient vos objectifs en posant le principe d'un prix plancher pour les frais de port ?

Il s'agissait de rétablir l'équité entre un géant comme -Amazon, qui vend des livres à perte en pratiquant des frais de port à 1 centime, et tout un réseau de libraires qui ne peuvent s'aligner sur ces tarifs.

Par le biais de cette loi, nous souhaitons donc :

- Aider tous les libraires à équilibrer leurs comptes grâce à un tarif minimum sur les frais de port
- Garantir l'équité de tous les réseaux : indépendants, chaînes, acteurs de l'Internet et ré équilibrer la relation avec le plus gros acteur mondial, à vocation hégémonique.
- Favoriser le retrait des livres en librairie
- Protéger la planète en réduisant l'impact du CO² généré lors du dernier kilomètre.

L'ARCEP a une opportunité historique de remettre libraires et le mastodonte américain sur un pied d'égalité face à la vente à distance. L'Autorité Indépendante ne doit pas passer à côté de cette responsabilité. Elle ne peut contourner l'esprit de la loi en jouant sur les valeurs **(dans l'esprit des consommateurs, 0,01 € n'est pas vraiment différent de zéro)**.

En ce faisant, elle ne ferait que repousser le problème de quelques Euros, à la plus grande satisfaction de nos concurrents étrangers et au détriment des libraires français. Ce n'est pas ce que les députés et sénateurs ont voté à l'unanimité.

Ce n'est pas ce que veut l'immense majorité des Français désirent, qui tient à ses commerces et industries locales et nationales.

Nous comptons donc sur la sagesse de l'Autorité Indépendante pour proposer des valeurs qui permettent aux libraires de maintenir la densité de leurs réseaux et la diversité éditoriale que nous connaissons en France, face aux dangers que font peser sur eux les mastodontes de la logistique, à vocation monopolistique et hégémonique.

- 1) Le nombre total de lieux de vente du livre (**librairies, grandes surfaces culturelles, hypermarchés, supermarchés et magasins populaires**) se situe en France autour de 20 000 à 25 000. Sur ce total, 15 000 ont une activité véritablement régulière de vente de livres et seuls 3 500 à 4 500 d'entre eux exercent cette activité à titre principal ou réalisent une part significative de leur chiffre d'affaires avec le livre. Ils représentent, en termes d'emploi, environ 15 000 personnes (salariés, dirigeants ou entrepreneurs individuels).

[Lien sur le site du ministère de la Culture](#)